

Département de l'Hérault



Syndicat Intercommunal
à vocation multiple
de l'Etang de l'Or
Service de l'eau et
de l'assainissement



**Service public
de distribution d'eau potable
sur la commune de Valergues**

**Convention d'achat et de vente
d'eau potable**

Juin 2005

OTB
Ae

Convention d'achat et de vente d'eau potable régissant l'interconnexion entre l'unité de distribution de Valergues et l'adducteur en provenance de l'usine de Vauguières

Entre les soussignés

SIVOM de l'Etang de l'Or, représenté par sa présidente, Mme Marie-Thérèse BRUGUIERE, agissant au nom du SIVOM, en vertu de la délibération n°XX/2005 du Comité Syndical en date du 30 juin 2005, et désigné ci-après :

- par « le fournisseur public » lorsqu'il intervient en tant que collectivité compétente de l'adduction d'eau potable depuis l'usine de Vauguières jusqu'à la commune de Valergues
- et par « le distributeur public » lorsqu'il intervient en tant que collectivité compétente en matière de production et de distribution d'eau potable sur la commune de Valergues

d'une part,

Et

SAUR France, représentée par M. Bernard BOUCHACOURT, chef du centre Hérault, ayant son siège à la ZAE Les Verries, 34985 St Gély du fesc, et désignée ci-après :

- par «le fournisseur exploitant» lorsqu'il intervient en tant que délégataire responsable de l'adduction d'eau potable depuis l'usine de Vauguières jusqu'à la commune de Valergues
- et par « le distributeur exploitant » lorsqu'il intervient en tant que délégataire compétent en matière de production et de distribution d'eau potable sur la commune de Valergues

d'autre part,

1. PREAMBULE

La commune de Valergues a adhéré le 1^{er} janvier 2003 au Sivom de l'Etang de l'Or pour la compétence eau potable.

Le sivom a réalisé le raccordement de l'unité de distribution de Valergues sur son adducteur en provenance de l'usine de Vauguières pour les raisons suivantes :

- interconnecter plusieurs ressources dans l'optique d'une meilleure garantie de la continuité du service
- assurer un mélange des eaux permettant d'améliorer la qualité de l'eau distribuée sur Valergues

L'interconnexion fonctionne en priorité dans le sens d'une alimentation de l'unité de distribution de Valergues depuis l'adducteur en provenance de l'usine de Vauguières. Elle peut néanmoins assurer un fonctionnement dans le sens inverse.

Pour ces raisons, les termes de « fournisseur public » et « fournisseur exploitant » sont employés pour la production et la distribution liées à l'adducteur depuis Vauguières ; les termes de « distributeur public » et « distributeur exploitant » sont employés pour la production et la distribution sur la commune de Valergues.

2. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention est établie par référence aux autres conventions en cours sur le sivom de l'Etang de l'Or.

Elle est établie afin de régir les achats et ventes d'eau entre les collectivités responsables de la production et de la distribution d'eau potable sur Valergues et sur les ouvrages de production et de distribution liés à l'adducteur depuis Vauguières (il s'agit à la date de l'établissement de cette convention d'une seule et même collectivité : le Sivom de l'Etang de l'Or) et les services responsables de l'exploitation d'une part des ouvrages de production et de distribution d'eau potable sur Valergues, et d'autre part des ouvrages de production et de distribution liés à l'adducteur depuis Vauguières (il s'agit à la date de l'établissement de cette convention d'une seule et même société fermière : Saur France).

3. POINT DE LIVRAISON

Le plan de l'interconnexion est joint en annexe n°1.

Le compteur localisé dans la fosse d'interconnexion située près du surpresseur des Bénouïdes constitue le point de livraison.

gTB
AC

4. QUALITE DE L'EAU LIVREE

4.1. Fonctionnement de l'interconnexion dans le sens adducteur - Valergues

La qualité de l'eau livrée par le «Fournisseur exploitant» devra être à tout moment conforme à la réglementation en vigueur, relative à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

Le contrôle de la qualité de l'eau livrée sera effectué au moyen de prélèvements réalisés au point de livraison, selon une périodicité définie par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces prélèvements et analyses à réaliser en amont du point de livraison, seront exécutés par le «Fournisseur exploitant» à ses frais.

Le contrôle de la qualité de l'eau distribuée dans la commune de Valergues sera effectué au moyen de prélèvements réalisés au point de livraison, selon une périodicité définie par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces prélèvements et analyses à réaliser en aval immédiat du point de livraison, seront exécutés par le «distributeur exploitant» à ses frais.

En cas d'arrêt prolongé de la livraison, et avant toute remise en service de l'interconnexion, le « fournisseur exploitant » devra effectuer un rinçage de la conduite située entre l'adducteur longeant le canal BRL et le point de livraison près de l'unité de surpression des Bénouïdes, et une analyse validant la qualité de l'eau livrée.

4.2. Fonctionnement de l'interconnexion dans le sens Valergues - adducteur

La qualité de l'eau livrée par le «distributeur exploitant» devra être à tout moment conforme à la réglementation en vigueur, relative à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

Le contrôle de la qualité de l'eau livrée sera effectué au moyen de prélèvements réalisés au point de livraison, selon une périodicité définie par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces prélèvements et analyses à réaliser en amont du point de livraison, seront exécutés par le «distributeur exploitant» à ses frais.

Le contrôle de la qualité de l'eau réceptionnée depuis Valergues sera effectué au moyen de prélèvements réalisés au point de livraison, selon une périodicité définie par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces prélèvements et analyses à réaliser en aval immédiat du point de livraison, seront exécutés par le «fournisseur exploitant» à ses frais.

En cas d'arrêt prolongé de la livraison, et avant toute remise en service de l'interconnexion, le « fournisseur exploitant » devra effectuer un rinçage de la conduite située entre le point de livraison près de l'unité de surpression des Bénouïdes et l'adducteur longeant de canal BRL, et une analyse validant la qualité de l'eau livrée.

Signature

Signature

5. QUANTITES LIVREES

En fonctionnement courant, le taux de mélange des eaux des différentes ressources constitutives au final de l'eau potable mise en distribution sur la commune de Valergues, tel que prévu à l'entrée de la présente convention, est de :

- 85 % depuis les forages de Valergues
- 15 % depuis l'adducteur en provenance de Vauguières

Ce taux est établi à partir des volumes mesurés aux points suivants :

- Volume en provenance de l'adducteur : au point de livraison situé dans la fosse d'interconnexion
- Volume depuis les forages de Valergues : au comptage des arrivées de forages à l'amont immédiat de la bache du surpresseur des Bénouïdes

En mode de fonctionnement normal, la tolérance acceptable sur les taux mentionnés précédemment est de :

- +/- 10 % sur les volumes journaliers
- +/- 3 % sur les volumes annuels

Le taux de mélange et le sens de fonctionnement de l'interconnexion peuvent être modifiés par décisions concordantes du « fournisseur public » et du « distributeur public ». Dans le cas contraire, les conditions de mélange ci-avant énoncées s'appliquent sur la durée de la convention.

Le taux de mélange et le sens de fonctionnement de l'interconnexion peuvent également être modifiés de manière temporaire par les « fournisseur exploitant » et distributeur exploitant » dans les cas suivants portant sur leur secteurs d'intervention respectifs, et après entente formalisée par écrit entre les deux exploitants :

- Arrêts spéciaux

Sous réserve de l'autorisation de la collectivité, le service peut être interrompu en cas de raccordements, renforcements ou d'extensions, nettoyages de réservoir, sans que ces interruptions ne donnent lieu à sanction. Les conditions sont fixées dans les règlements de service.

- Arrêts d'urgence

Pour les interventions sur le réseau en cas d'accidents ou de force majeure exigeant une interruption immédiate, le délégataire est autorisé à prendre les mesures nécessaires à la condition d'en aviser la collectivité dans le plus bref délai.

- Secours d'urgence à un service d'eau extérieur

Le délégataire est autorisé à fournir l'eau produite par les ouvrages du service délégué avant d'avoir obtenu l'accord de la collectivité, sur injonction du préfet, en cas de situation de crise créant de graves difficultés pour un autre service de distribution d'eau potable.

Le délégataire informe la collectivité, dans les meilleurs délais, des mesures qu'il a été amené à prendre.

gTB

AC

- Situation de crise

Lorsqu'il constate une brusque dégradation de la qualité de l'eau nécessitant une réaction immédiate rendue nécessaire par la protection de la santé humaine ou qu'il n'est plus en mesure de fournir la quantité ou la pression de l'eau, le délégataire doit :

- prendre immédiatement, de sa propre initiative, toutes les mesures d'urgence nécessaires en vue notamment d'assurer un service minimum ;
- informer sans délai la collectivité, et solliciter son avis en préalable à toute décision d'action corrective ou de communication externe ;
- informer parallèlement le Préfet, afin qu'il prenne également les mesures d'urgence qui lui incombent ;
- mettre en œuvre tous les moyens techniques et humains dont il dispose pour rétablir le plus rapidement possible une alimentation normale en eau, en liaison avec la collectivité et le préfet.

6. CREATION, RENOUVELLEMENT D'INTERCONNEXION	EQUIPEMENT, DES	ENTRETIEN, OUVRAGES
---	----------------------------	--------------------------------

6.1. Principes généraux

La fosse d'interconnexion et de comptage, ainsi que la canalisation qui relie l'adducteur longeant le canal BRL à cette fosse sont réalisées et renouvelées par le « fournisseur public ».

Les équipements situés en amont du compteur sont exploités, entretenus et renouvelés par le « fournisseur exploitant ».

Le compteur et les équipements situés en aval du compteur sont exploités, entretenus et renouvelés et par le « distributeur exploitant ».

6.2. Travaux d'entretien

Les abords extérieurs immédiats de l'interconnexion seront entretenus par le «distributeur exploitant».

6.3. Travaux de renouvellement à l'identique

Les travaux de renouvellement à l'identique des équipements déjà installés à la date de signature de la présente convention sont à la charge du « fournisseur exploitant » lorsqu'ils sont à l'amont du compteur, ou du « distributeur exploitant » lorsqu'ils sont à l'aval du compteur.

6.4. Etat des ouvrages

Les ouvrages d'interconnexion sont déclarés équipés et en bon état d'entretien et de fonctionnement à la date de signature de la présente convention.

973

Ac

7. COMPTAGE

L'entretien et le renouvellement du compteur est assuré par le « distributeur exploitant » pendant la durée de la présente convention.

Le compteur installé doit être d'un type et d'un modèle conforme à la réglementation relative aux instruments de mesure, ou validé par l'ensemble des partenaires. Il sera constamment maintenu dans un état permettant de garantir l'exactitude et la précision du comptage, fixées par cette même réglementation.

Le « fournisseur public », le « distributeur public », le « fournisseur exploitant » et le « distributeur exploitant » disposent, à tout moment, de la faculté de faire procéder à la vérification du bon fonctionnement du compteur, en particulier à son étalonnage.

Lorsqu'une vérification est demandée par le « distributeur exploitant », le coût correspondant est mis à la charge :

- ✓ du « distributeur exploitant », si le compteur est déclaré conforme à la réglementation,
- ✓ du « distributeur public », si le compteur est déclaré non-conforme à la réglementation.

Dans le cas où la non-conformité du compteur est constatée, le « distributeur exploitant » doit immédiatement le réparer ou le remplacer. Le volume d'eau livré est alors évalué, pour la période de facturation en cours par estimation au regard des volumes mis en distribution par le « distributeur exploitant » auquel est appliqué le taux de mélange.

8. TARIF DE VENTE D'EAU

Le chapitre concerne la tarification de l'eau fournie à la commune de Valergues depuis l'adducteur provenant de Vauguières.

8.1. Tarifs de base

Le volume comptabilisé sera facturé semestriellement par le « fournisseur exploitant » au « distributeur exploitant » sur la base du tarif défini comme suit :

Tarifs de base	Prix par m ³
Part « fournisseur exploitant »	0.3953 €
Part « fournisseur public »	0.1611 €

Ces prix sont établis sur les conditions économiques connues le premier septembre 2004 et s'entendent hors taxes et redevances réglementaires (Agence de l'Eau, V.N.F., ...) et seront actualisés selon les modalités décrites à l'article 8.2.

La part « fournisseur public » ne sera perçue que si le « fournisseur public » et le « distributeur public » ne sont plus une seule et même collectivité territoriale.

8.2. Modalité d'indexation des tarifs

8.2.1. Part « fournisseur exploitant »

Le tarifs de base de la part « fournisseur exploitant » sera indexé annuellement en application de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times k$$

- où P_o est le tarif de base et P_n est le tarif qui s'applique au 1^{er} janvier de l'année n.

- avec $k = 0,125 + 0,31 \frac{V}{V_o} + 0,28 \frac{SK}{SoKo} + 0,04 \frac{EVA}{EVA_o} + 0,245 \frac{Psdc}{Psdc_o}$

- V_o prix d'achat du m³ d'eau brute à BRL (hors taxes, droit et redevance), soit au 01.09.02 : 0,2063 €/m³
- $SoKo$ indice élémentaire des salaires dans les Industries du Bâtiment et Travaux Publics pour la Région Languedoc Roussillon, multiplié par le coefficient des charges salariales dans les travaux publics en province, soit $368,1 \times 1,7706 = 651,76$
(suppléments n°5151 et 5153 du MTPB des 16/08 et 30/08/02)
- EVA_o indice de l'électricité moyenne tension tarif vert A, soit au 01.09.02 : 91,2
(supplément n°5150 du MTPB du 09/08/02)
- $Psdc_o$ indice des produits et services divers « C », base 100 janvier 1990, soit au 01.09.02 : 119,2
(BOCC RF n°12 du 22/08/02)

Les paramètres de la date d'ajustement sont les paramètres connus au 1^{er} septembre de l'année précédent la facturation, et communiqués avant le 1^{er} décembre.

8.2.2. Part « fournisseur public »

Le tarif de base de la part « fournisseur public » sera indexé annuellement en application de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times k$$

- où P_o est le tarif de base et P_n est le tarif qui s'applique au 1^{er} janvier de l'année n.

- avec $k = 0,33 + 0,67 \frac{TP-1}{TP-1_o}$

- $TP-1_o$ indice élémentaire de prix du génie civil = 408,40

(supplément du MTPB n°4966 du 29/01/99)

Les paramètres de la date d'ajustement sont les paramètres connus au 1^{er} septembre de l'année précédent la facturation, et communiqués avant le 1^{er} décembre.

9. TARIF D'ACHAT D'EAU

Le chapitre concerne la tarification de l'eau fournie depuis la commune de Valergues vers l'adducteur provenant de Vauguières.

9.1. Tarifs de base

Le volume comptabilisé sera facturé semestriellement par le « distributeur exploitant » au « fournisseur exploitant » sur la base du tarif défini comme suit :

Tarifs de base	Prix par m ³
Part « fournisseur exploitant »	0,05 €
Part « fournisseur public »	0,05 €

Ces prix sont établis sur les conditions économiques connues le premier février 2005 et s'entendent hors taxes et redevances réglementaires (Agence de l'Eau, V.N.F., ...) et seront actualisés selon les modalités décrites à l'article 8.2.

La part « fournisseur public » ne sera perçue que si le « fournisseur public » et le « distributeur public » ne sont plus une seule et même collectivité territoriale.

9.2. Modalité d'indexation des tarifs

9.2.1. Part « fournisseur exploitant »

Le tarifs de base de la part « fournisseur exploitant » sera indexé annuellement en application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times k$$

- où P_0 est le tarif de base et P_n est le tarif qui s'applique au 1^{er} janvier de l'année n.
- avec

$$k = 0,16 + 0,46 \frac{ICHTTS}{ICHTTS_0} + 0,05 \frac{40-10-10}{40-10-10_0} + 0,08 \frac{EBI}{EBI_0} + 0,15 \frac{FD}{FD_0} + 0,10 \frac{TP10a}{TP10a_0}$$

Le coefficient k est arrondi au *dix millième le plus proche (4 décimales)*, les calculs intermédiaires étant menés au *cent millième le plus proche (5 décimales)*.

L'ensemble des indices retenus seront les derniers indices connus le 1^{er} février 2005 :

indice	Valeur	Descriptif de l'indice
ICHTTS	127,1	Indice du coût horaire du travail, tous salariés, charges salariales comprises
40-10-10	103.3	Indice électricité moyenne tension
EBI	102,6	Indice énergie et biens intermédiaires
FD	102,9	Frais divers
TP10a	102.8	Indice national du prix des canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux

Les paramètres de la date d'ajustement sont les paramètres connus au 1^{er} septembre de l'année précédent la facturation, et communiqués avant le 1^{er} décembre.

9.2.2. Part « fournisseur public »

Le tarif de base de la part « fournisseur public » sera indexé annuellement en application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times k$$

- où P_0 est le tarif de base et P_n est le tarif qui s'applique au 1^{er} janvier de l'année n.
- avec $k = 0,33 + 0,67 \frac{TP-1}{TP-10}$

- TP-10 indice élémentaire de prix du génie civil = 408,40
(supplément du MTPB n°4966 du 29/01/99)

Les paramètres de la date d'ajustement sont les paramètres connus au 1^{er} septembre de l'année précédent la facturation, et communiqués avant le 1^{er} décembre.

10. FACTURATION, PAIEMENT

10.1. Facturation

A la fin de chaque semestre, la facturation sera établie sur la base des volumes effectivement livrés au cours du semestre considéré, augmentée des taxes et redevances réglementaires en vigueur (redevance de prélèvement des ressources en eau, V.N.F., T.V.A.).

Les collectivités se réservent le droit de déléguer la facturation ou le règlement de cette fourniture d'eau à leur société fermière respective.

9TB

AC

Dans le cas où l'une des sociétés fermières serait défaillante quant au respect des clauses de ce présent contrat, la Collectivité concernée ne pourra pas se prévaloir de ce transfert de responsabilité et devra donc alors faire face à ses engagements.

10.2. Paiement

Les factures seront réglées dans les trente (30) jours, qui suivent leur présentation, y compris dans le cas où la collectivité confie le règlement à son délégataire.

Passée leur date d'échéance, les sommes dues à chaque collectivité seront productives d'intérêts de retard au taux de base bancaire, majorés de deux points et demi prorata temporis, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure et sans que le paiement de ces intérêts ne dégage la commune ou son fermier de son obligation de payer aux dates d'échéance et conditions visées ci-dessus.

11. PRISE D'EFFET - DUREE

La présente convention est soumise au contrôle administratif de l'Etat pour application à compter de la date à laquelle elle aura acquis son caractère exécutoire.

La durée de la présente convention est, à partir de cette prise d'effet, de vingt ans et demi (20,5 ans).

La date de fin d'effet est le 31 Décembre 2025.

Les parties conviennent de préparer le renouvellement de cette convention un an au moins avant la date de fin d'effet.

12. OBLIGATIONS DES FOURNISSEURS

12.1 - Afin d'assurer pendant toute la durée de la présente convention la livraison d'eau potable au « distributeur exploitant » dans les conditions prévues, le « fournisseur public » et le « fournisseur exploitant » s'engagent à maintenir constamment en état de fonctionnement normal les ouvrages de production et de transport de l'eau jusqu'au point de livraison.

Dans le cas d'un fonctionnement de l'interconnexion depuis la commune de Valergues vers l'adducteur provenant de Vauguières, les responsabilités ci-avant mentionnées sont reportées sur le « distributeur exploitant » et le « distributeur public » pour la partie des ouvrages qui leur incombe.

12.2 - En cas de défaillance, de quelque nature qu'elle soit, empêchant la livraison normale de l'eau, le « fournisseur exploitant » devra :

- ✓ informer immédiatement le « fournisseur public », le « distributeur public » et le « distributeur exploitant » en leur fournissant tous les éléments disponibles sur la situation et son évolution prévisible,
- ✓ remettre ses installations en état de fonctionnement le plus rapidement possible.
- ✓ prendre, s'il y a lieu, toutes les mesures d'urgence nécessaires pour protéger la santé publique.

7TB

AC

12.3 – En cas de défaillance prolongée de la distribution sur la commune de Valergues lors du fonctionnement de l'interconnexion, un partenariat entre chaque le « fournisseur public », le « fournisseur exploitant », le « distributeur public », et le « distributeur exploitant » devra être mis en place dans les meilleurs délais pour installer les dispositifs compensatoires adéquats.

12.4 - En cas de travaux programmés de réparation ou de gros entretien des installations de production, le « fournisseur exploitant » s'engage à informer préalablement le « fournisseur public », le « distributeur public », et le « distributeur exploitant » au plus tard 10 jours à l'avance du démarrage de la durée des travaux et de la remise en route des installations.

13. LITIGES

En cas de litige survenant dans l'application de ce contrat, le tribunal administratif de Montpellier sera la seule juridiction compétente.

Pour le SIVOM de l'Etang de l'OR

Mme la Présidente Marie Thérèse Bruguère

Le 06/07/05 A Valergues

Signature

La Présidente
Mme Marie-Thérèse **BRUGUIERE**

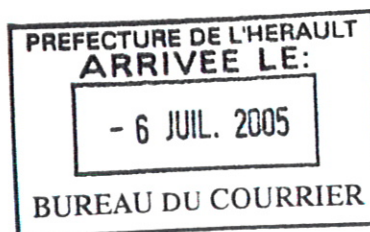


Pour SAUR France

Le Chef du centre Hérault Bernard Bouchacourt

Le 06/07/05 A St Gely du Fesc

Signature



SAUR FRANCE
Région SUB-EST
281, Av. Pavlov - ZI St-Césaire
30936 NIMES Cedex 9
Tél 04 66 62 67 00 Fax 04 66 64 07 42

ANNEXES :

1 – plan(s) de(s) interconnexion(s)

QTB

AC

FOSE DE COMPTAGE



281, Av. Pavlov - Z.I. St Cesaire
30936 NIMES Cédex 9
Tél 04 66 62 67 00 Fax 04 66 64 07 42